FORUM DE LA SEMAINE

Grand Quotidien Privé Togolais d'Information et d'Analyse

250 F

17ème année N°2700 du Jeudi 30 Avril 2020

site :http//www.forumdelasemaine.com

Agriculture

72 tracteurs d'un coût global d'environ 2 milliards FCFA pour accompagner le secteur agricole P.4

Présidentielle du 22 février dernier

Le président élu Faure démarre officiellement son «1er» mandat dimanche prochain

Après sa victoire écrasante à l'issue de la présidentielle du 22 février dernier, Faure Gnassingbé prête serment le 3 mai prochain. L'information a été annoncée par la Cour Constitutionnelle togolaise dans un communiqué rendu public au cours de la semaine.

Selon le document de la Haute Cour, « le Président élu prêtera serment le dimanche 3 mai 2020 à 11 heures dans la salle des fêtes de la présidence de la République ». Ceci conformément à l'article 64 de la Constitution du 14 octobre 1992. P.3

Coronavirus/Le mal continue de gagner du terrain

10 nouveaux cas confirmés, un décès et un nouveau patient guéri

P.3

Economie

Le Togo mise sur l'agro-industrie pour réduire la pauvreté

L'économie togolaise est encore largement agraire. Les terres agricoles représentent plus de 70% de la superficie du Togo, tandis que le secteur représentait 23% du PIB en 2018, selon les récentes données de la Banque mondiale.

Les grandes exploitations agricoles sont également essentielles à l'économie togolaise. Les cultures de rente telles que le café, le cacao et le coton représentent environ 20% des recettes d'exportation du pays, et la croissance de la production du secteur agricole est passée de 3,95% en 2010 à 7,7% en 2017, selon le ministère de l'Agriculture.

Pour soutenir une telle croissance et améliorer l'inclusion sociale, la transformation agricole de la production à la transformation est un principe central du plan national de développement (PND) du Togo 2018-22. Les autorités tablent sur le développement réussi du secteur agricole pour réduire les disparités régionales et renforcer la sécurité alimentaire.

L'incidence de la pauvreté est supérieure à 90% dans les trois préfectures du Togo, qui sont toutes situées dans des zones rurales, selon la Banque mondiale. Cela se compare à 15% de pauvreté dans ses trois principales préfectures, situées dans sa région sud des Maritimes. «Le secteur agricole représente le plus grand potentiel en termes d'opportunités commerciales et de création rapide d'emplois et de richesses, en particulier pour les jeunes et les femmes», explique le ministre de l'Agriculture du Togo, Noël Koutera Bataka.

Projet pilote d'agropole

Dans l'espoir de favoriser son industrie agroalimentaire, le Togo dispose d'un projet pilote d'agropole [pôle de croissance agricole] à Kara, sa deuxième région la plus septentrionale. Le gouvernement a mobilisé 38 milliards de francs CFA (62,5 millions de dollars) pour le projet Kara et espère développer 10 de ces agropoles d'ici 2030, y compris le lancement de deux autres projets au cours des trois prochaines années.

«La région [centrale] des Plateaux est l'une des plus intéressantes pour l'agriculture, en particulier compte tenu de l'aide de l'initiative gouvernementale de partage des risques agricoles», explique Kanka-Malik Natchaba, chef de l'unité présidentielle togolaise pour la réalisation des projets stratégiques.

Un mécanisme de promotion du financement agricole a récemment été lancé au Togo pour aider à la fois les petits agriculteurs et les gros investisseurs du secteur agricole. Grâce à la facilitation du financement agricole, le mécanisme vise à partager le risque des opérations agricoles à travers le Togo.

Bien que le secteur agricole ait un potentiel important en raison de son climat favorable, «le Togo, comme ses voisins, est également vulnérable aux caprices de la nature, en particulier en ce qui concerne la sécheresse», explique Sandra Johnson, ministre déléguée de l'unité de coordination des affaires du climat au Togo.

24heureinfo avec fdiintelligence.com

Nécrologie

Zakariyao Tchagbai, l'entraîneur des gardiens d'Ifodjè est décédé

L'entraîneur des gardiens d'Ifodjè, Zakariyao Tchagbai a rendu l'âme au Centre Hospitalier Universitaire de Lomé, dans la nuit de lundi à mardi, des suites d'une courte maladie.

En effet, Tchagbai affectueusement appelé *»Seyi»,* gardien de but dans les années 80, fut l'un des plus fidèles du staff dirigé par Joly Agbessi.

Il était aussi journaliste pour *»Radio La Paix»*. Sa disparition une grosse perte pour la ville des Sept collines et le football togolais en général.

La rédaction de Gapola présente ses sincères condoléances aux familles éplorées et proches de l'illustre disparu.

Gapola.net

COVID-19

6 gestes simples à adopter pour se protéger

L'évolution de la situation liée au coronavirus (COVID-19) est imprévisible et chacun doit donc se tenir régulièrement informé. Vous pouvez réduire le risque d'être infecté ou de propager la COVID-19 en prenant quelques précautions simples.

Voici des mesures annoncées par l'OMS et le gouvernement pour se mettre à l'abri de la pandémie et éviter aussi sa propagation.

1. Se laver fréquemment et soigneusement les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.

Se laver les mains, conseillent les médecins, avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon tue le virus s'il est présent sur vos mains.

2. Maintenir une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes qui toussent ou qui éternuent.

Lorsqu'une personne tousse ou éternue, elle projette de petites gouttelettes qui peuvent contenir le virus. « Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler ces gouttelettes et donc le virus responsable de la COVID-19 si la personne qui tousse en est porteuse », renseignent les Agents de la santé.

3. Éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche.

Reçu en début de semaine sur une radio locale, le colonel médecin, Dr Djibril Mohama conseille d' « éviter de porter régulièrement les mains sur le visage » en ces moments. Les mains, renseigne-t-il, sont en contact avec de nombreuses surfaces qui peuvent être contaminées par le virus. « Si vous vous touchez les yeux, le nez ou la bouche, le virus peut pénétrer dans votre organisme et vous pouvez tomber malade », prévient le médecin.

4. Veillez à respecter les règles d'hygiène respiratoire et à ce que les personnes autour de vous en fassent autant. En cas de toux ou d'éternuement, il faut se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude, ou avec un mouchoir et jeter le mouchoir immédiatement après.

Les gouttelettes respiratoires, selon les spécialistes, propagent des virus. En respectant les règles d'hygiène respiratoire, vous protégez les personnes autour de vous de virus tels que ceux responsables du rhume, de la grippe ou de la COVID-19.

5. Si vous ne vous sentez pas bien, restez chez vous. En cas de fièvre, de toux et de dyspnée, appelez le « 111 »

Ce sont les autorités nationales et locales qui disposent des informations les plus récentes sur la situation de la pandémie. Si vous appelez ce numéro en cas d'apparition des symptômes ou en présence d'un cas suspect, vous recevrez d'utiles conseils et consignes.

6. Informez-vous constamment pour savoir quelles sont les villes ou les zones où la COVID-19 se propage à grande échelle.

Il est important de s'informer régulièrement pour savoir l'évolution de la pandémie dans le pays. Si possible, évitez des sorties ou voyages inutiles.

Togotopnews

Coronavirus/Le mal continue de gagner du terrain

10 nouveaux cas confirmés, un décès et un nouveau patient guéri

Le Togo vient de franchir la barre symbolique de 100 cas de contamination liée à la maladie à coronavirus. Après deux (2) jours d'accalmi marqué par zéro cas confirmé de Covid-19, le pays vient d'enregistrer rien que pour la journée d'hier mercredi dix (10) nouveaux cas confirmés. Ce qui porte désormais le nombre total de cas confirmés à 109. Dans la même journée, un cas de décès a été signalé portant le nombre à sept (7). Un nouveau patient recouvre quand même la santé.

Selon le site officiel du gouvernement, « *dix (10) nouveaux patients ont été testés positifs sur les 441 dépistés ce matin (mercredi : ndlr)* ». Il s'agit, à s'en tenir aux chiffres de ce site, d'« un garçon de 12 ans, Togolais résidant à Agoé, qui est un cas suspect ; une femme de 25 ans, Togolaise résidant à Agoé, qui est un cas suspect ; une femme de 50 ans, Togolaise résidant à Badou, qui est un cas suspect de retour du Ghana ; une fille de 17 ans, Togolaise résidant à Djarkpanga, qui est un cas suspect ; une fille de 19 ans, Togolaise résidant à Djarkpanga, qui est un cas suspect ; une femme de 21 ans, Togolaise résidant à Djarkpanga, qui est un cas suspect ; une femme de 23 ans, Togolaise résidant à Djarkpanga, qui est un cas suspect ; un garçon de 17 ans, Togolaise résidant à Djarkpanga, qui est un cas suspect ; un homme de 25 ans, Togolais résidant à Djarkpanga, qui est un cas suspect ; un homme de 35 ans, Togolais résidant à Djarkpanga, qui est un cas suspect ».

A noter tout de même une petite lueur d'espoir puisqu'un (01) nouveau patient a recouvré la santé portant à 64 le nombre total de patients guéris de COVID-19 ». Malheureusement, « un (01) nouveau décès a été enregistré hier nuit (mardi : ndlr) portant à 7 le nombre total de décès dus au COVID-19 ».

Notons qu'à ce jour, le Togo a enregistré 109 cas confirmés de contamination à COVID-19 dont 38 actifs, 64 guéris et 7 décédés. Au total, 6675 tests de dépistage ont été effectués sur toute l'étendue du territoire national.

C'est le lieu de rappeler à toute la population, l'importance des gestes barrières à savoir le lavage régulier des mains, le port des masques, le respect de la distanciation sociale d'un mètre et autres.

Michel AKOETE

Présidentielle du 22 février dernier

Le président élu Faure démarre officiellement son « 1er » mandat dimanche prochain

Après sa victoire écrasante à l'issue de la présidentielle du 22 février dernier, Faure Gnassingbé prête serment le 3 mai prochain. L'information a été annoncée par la Cour Constitutionnelle togolaise dans un communiqué rendu public au cours de la semaine.

Selon le document de la Haute Cour, « le Président élu prêtera serment le dimanche 3 mai 2020 à 11 heures dans la salle des fêtes de la présidence de la République ». Ceci conformément à l'article 64 de la Constitution du 14 octobre 1992.

Lequel article qui stipule qu'« avant son entrée en fonction, le président de la République prête serment devant la Cour constitutionnelle, réunie en audience solennelle, en ces termes : « Devant Dieu et devant le peuple togolais, seul détenteur de la souveraineté populaire, Nous..., élu président de la République, conformément aux lois de la République, jurons solennellement : - de respecter et de défendre la Constitution que le Peuple togolais s'est librement donnée ; - de remplir loyalement les hautes fonctions que la Nation nous a confiées ; - de ne nous laisser guider que par l'intérêt général et le respect des droits de la personne humaine, de consacrer toutes nos forces à la promotion du développement, du bien commun, de la paix et de l'unité nationale ; - de préserver l'intégrité du territoire national ; - de nous conduire en tout, en fidèle et loyal serviteur du peuple. »

Par ailleurs, situation sanitaire oblige, la cérémonie d'investiture du président Faure ne sera accessible qu'à un nombre très restreint de personnalités. « Tenant compte de la situation sanitaire due au Covid-19, seuls les détenteurs d'une carte d'invitation auront accès à la salle de cérémonie », précise le communiqué.

Pour rappel, à l'issue de l'élection présidentielle du 22 février dernier, c'est le candidat du parti présidentiel (Unir), Faure Gnassingbé qui est arrivé en tête avec 70,78% des voix loin devant le candidat du MPDD, Agbéyomé Kodjo (moins de 20%). Il débutera alors son « 1er mandat » sous le régime de la limitation de mandat introduite par les récentes modifications apportées à notre Loi fondamentale par l'Assemblée nationale dont la législature est en cours.

Michel AKOETE

Economie numérique

La Direction de Togocom veut négocier avec SYPOSTEL-PECWU

Suite au préavis de grève du Syndicat Libre des Postes et Télécommunication (SYPOSTEL-PECWU), la Direction de Togocom, entame jeudi, une négociation avec les responsables syndicaux de la boite.

Engagée à trouver un terrain d'attente et ceci pour de bon, la Direction Générale de Togocom, entame jeudi, une négociation avec les responsables syndicaux.

Mais déjà vendredi 24 avril, une rencontre préparatoire a réuni le Directeur Général, Paulin Alazard, accompagné de quatre de ses collaborateurs et les responsables de SYPOSTEL.

Ces derniers, composés de son Secrétaire général, de son Secrétaire administratif et de sa Secrétaire aux affaires extérieures, se sont entretenus avec la direction, sur les préalables de la prochaine négociation.

Une négociation qui a été conditionnée à la levée du préavis de grève déposé sur la table de Paulin Alazard, lundi dernier.

Condition refusée par le SYPOSTEL, qui contrairement à ses homologues de SYNTEL (Syndicat des Télécom du Togo) et SAT (Syndicat des Agents de Togo télécom) l'ont accepté.

Mais en dépit de ce refus, les négociations devront se tenir jeudi prochain.

Une négociation inclusive

La négociation qui s'annonce pour jeudi se veut inclusive et franche.

« Le DG ALAZARD a tenu à présenter ses excuses à ceux qu'il a offensé et qu'il est prêt à aller jusqu'à les rencontrer », note un des responsable du Sypotel avant d'ajouter, *« il a demandé si les autres syndicats et le Comité de suivi des déflatés peuvent être ajoutés aux négociations, ce que nous avons accepté, car nous voulons des décisions inclusives».*

Retour sur les faits

En effet, l'appel à négociation fait suite à un préavis de grève de 72 heures renouvelable déposé lundi dernier sur la table du Directeur Général.

Ceci, en prélude aux échecs survenus dans les négociations précédentes.

Pour le SYPOTEL-PECWU, il s'agit des échecs imputables à la mauvaise foi qui a toujours présidé les discussions.

Ainsi déplore-t-il les traitements dégradants survenus depuis la prise de fonction du nouveau Directeur Général, et le manque de considération dans le traitement des employés.

Et ceci quelque fois, *«allant jusqu'à la réclamation de l'ethnie du travailleur ».*

A ces comportements dégradants rappelle le syndicat, s'ajoute des promesses non tenues et des décisions unilatéralement prises par sa direction.

A cela s'ajoute d'autres défaillances telles que, la suspension du versement des primes, le paiement partiel des primes d'ancienneté et le non-respect de rupture de contrat du personnel déflaté de Togo Télécom.

Un lassé-aller qui n'est pas du goût des employés, qui demandent à son Directeur de rectifier le tir d'ici le 30 avril, sous contrainte de partir en grève, et ceci, pour trois jours renouvelables.

D'où l'appel à négociation pour aplanir les divergences et trouver un terrain d'entente.

Gapola.net

PRA Covid-19

Les métayers ne sont pas laissés sur le carreau

PRA COVID-19
Plan de Riposte Agricole COVID-19

PRA Covid-19 (Plan de Riposte Agricole Covid-19), c'est la parade du gouvernement togolais dans le secteur agricole contre le Coronavirus.

Dans son déploiement, ce plan prend en compte toutes les composantes de la Chaine de valeurs agricoles du Togo y compris les métayers. Comment doivent-ils s'y prendre pour intégrer ce plan ? A cette question, un document invitant à leur inscription indique, « ouvriers agricoles en quête d'opportunités et promoteurs de fermes agricoles à la recherche de main d'œuvre, faites désormais un seul clic et renseigner les formulaires disponibles sur cette plate-forme ». Ces derniers sont conviés à aller à l'adresse : http://www.formationsagricoles.tg/offreemploi/inscription

Aussi, invite-t-on « toutes les personnes qui cherchent des travailleurs saisonniers pour leurs fermes ou les unités de transformation de produits agricoles » à « déposer ici leurs demandes ». Et « sur la même page aussi il y a la partie http://www.formationsagricoles.tg/postulant/inscription pour les personnes qui veulent s'inscrire pour aller travailler dans les fermes ».

On constate qu'avec un tel outil, le ministère de l'agriculture et de la production animale et halieutique apporte encore un peu plus la modernité dans l'agriculture togolaise.

T228

Agriculture

72 tracteurs d'un coût global d'environ 2 milliards FCFA pour accompagner le secteur agricole

Engagé à faire du secteur agricole, un moteur de développement et de lutte contre la pauvreté, le gouvernent à travers le Ministère de l'agriculture vient de joindre la parole à l'acte en mettant à la disposition des agriculteurs 72 tracteurs, le tout pour une valeur de 1.8000.000 FCFA.

Cet engagement s'inscrit dans le cadre des mesures de riposte du gouvernement contre le Covid-19, et vient appuyer les producteurs pour la campagne en cours (2020-2021).

Ainsi le lot de matériels officiellement remis mardi par le Ministre de l'Agriculture, Koutera Bataka, sera renforcé au fur et à mesure, ceci, en fonction de la disponibilité et des contributions des particuliers offreurs de services de mécanisation agricole apprend-on.

La mécanisation en vue

En effet ce fort engagement du gouvernement, vise à terme, à accroître la productivité agricole ainsi que les revenus des ménages ruraux.

Mieux l'initiative en ligne avec la vision du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, devra faire du secteur agricole, un moteur de développement et de lutte contre la pauvreté.

Un engagement renouvelé

Pour Koutéra Bataka, en vue d'accompagner le secteur agricole, plus particulièrement les ménages ruraux en cette période de crise, le gouvernement a mis en place un plan de riposte Covid-19.

A cet effet rappelle-t-il que, *« les producteurs sont invités à se faire enregistrer par les agrégateurs qui les accompagnent dans la production par la nouvelle société cotonnière pour les producteurs de coton afin de faciliter l'élaboration d'un fichier qui permettra la mise en place du porte-monnaie électronique pour faciliter l'accès aux intrants ».*

Dans cette logique, les ouvriers agricole et promoteur de ferme agricole en quête d'opportunité son donc invité à consulter le lien ci-dessous. http://www.formationsagricoles.tg/postulant/inscrption

Gapola.net

Santé/Covid19

Esam offre des matériels de protection au Synphot

Le Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot) a reçu mardi de l'Ecole Supérieure d'Audit et de Management (Esam) de matériels de protection contre le coronavirus. Cette remise s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale «Solidarité pour le personnel soignant du Togo».

Le don de l'Ecole au Synphot est composé de 2000 masques, 8 dispositifs de lave mains, et d'importants cartons de savon.

Pour Victoire Fagnisse, à travers ce geste, Esam veut encourager le corps médical à continuer par sauver des vies au Togo surtout en cette période de la pandémie du Covid-19.

«Nous avons souhaité apporter notre contribution et faire preuve d'empathie et de soutien aux praticiens hospitaliers qui sont en première ligne contre le coronavirus», a expliqué la Responsable des filières Comptabilité-Gestion de l'Esam.

Les dons été reçus par Soulime Niwa. Le secrétaire général adjoint du Synphot a exprimé la reconnaissance et la gratitude de tout le personnel soignant du Togo au donateur.

M. Niwa a rassuré que les matériels reçus seront effectivement distribués aux structures de santé conformément à l'esprit de la campagne «Solidarité pour le personnel soignant du Togo».

Togobreakingnews.info

Economie

Le Togo rejoint le programme WURI financé par la Banque Mondiale

Le Togo bénéficiera de la phase II du programme d'identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion en Afrique de l'Ouest (WURI) dont la Banque mondiale vient d'approuver un nouveau financement de 273 millions de dollars. Il vise à faciliter l'accès aux services à des millions de personnes, en particulier aux femmes et aux catégories sociales les plus pauvres.

Mettre en place des systèmes d'identification de base qui incluent toute personne présente physiquement sur le territoire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) indépendamment de sa nationalité, de sa citoyenneté ou de son statut juridique, tel est l'objectif du programme WURI financé par la Banque mondiale. Mis en oeuvre pour la première phase en Côte d'Ivoire et en Guinée, cette deuxième phase est élargie à quatre pays d'Afrique de l'ouest dont le Togo. Il contribuera à améliorer l'accès aux services de base, tels que la protection sociale et médicale, la retraite ainsi que l'inclusion financière et numérique, l'autonomisation des femmes et des filles, et la mobilité des travailleurs.

« Le programme WURI apportera aux pays des avantages considérables, tant au niveau national que régional. Les systèmes d'identification numérique de base peuvent jouer un rôle important dans la prestation des services de protection sociale, de santé et d'inclusion financière et sont plus importants que jamais dans la période que nous vivons actuellement avec le COVID-19 », déclare Deborah Wetzel, directrice de l'intégration régionale en Afrique à la Banque mondiale. « Le Programme appuiera la prestation de services dans la communauté de la CEDEAO en permettant l'accès à une identification unique à toute personne sur le territoire et en facilitant des initiatives transfrontalières en reliant les systèmes nationaux. »

65 millions de personnes

Le nouveau financement destiné à la deuxième phase du programme WURI qui inclue le Togo, le Bénin, le Burkina Faso et le Niger concerne environ 65 millions de personnes. Chaque pays mettra en œuvre son système d'identification de base, selon ses besoins, et utilisant un nombre limité de critères pour assurer une identification unique pour chaque individu. Le programme WURI aidera à renforcer les cadres juridiques et institutionnels et établira des systèmes d'identification de base robustes. S'appuyant sur les *Principes d'identification pour le développement durable (Principes ID4D*), il mettra en place des systèmes inclusifs et fiables garantissant la protection des données et dont la conception est axée sur l'être humain.

« Dans le cadre de la crise COVID 19, il est essentiel d'identifier et de fournir une protection sociale aux personnes employées dans le secteur informel, qui ne sont couvertes par aucun programme mais qui sont vulnérables et peuvent glisser dans la pauvreté. Le programme WURI peut soutenir les systèmes d'assurance sociale pour le secteur informel, qui sont interopérables avec les registres sociaux et s'appuient au niveau régional sur des plateformes d'identification de base » déclare Dena Ringold, directrice régionale pour le développement humain en Afrique à la Banque mondiale.

Le programme WURI, qui s'élève à 395,1 millions de dollars, a été inauguré en 2018 avec la Côte d'Ivoire et la Guinée dans sa première phase, et contribue de manière importante aux objectifs de développement humain. Le programme contribue à la réalisation des objectifs du Groupe de la Banque mondiale qui sont de mettre fin à l'extrême pauvreté et de stimuler une prospérité partagée. Il soutient aussi la stratégie régionale de la CEDEAO 2019-2023, qui vise à améliorer les conditions de vie des populations de ses pays membres.

24hoursinfo.com

Direction de la Force anti pandémie

Le Col Amana au commande, le Lt-Col Yawovi Okpaoul out

Le lieutenant-colonel Yawovi Okpaoul n'est plus à la tête de la Force spéciale mixte anti-pandémie Covid-19. Le directeur de la police nationale a été remplacé mardi après un communiqué du gouvernement annonçant l'ouverture des enquêtes sur les incidents enregistrés pendant le couvre-feu.

C'est le Colonel Kodjo Amana de la gendarmerie nationale qui devient le commandant de la FOSEP. Il a été nommé mardi après que le gouvernement s'est saisi du dossier des supposés «bavures policières» qui seraient commises par les forces de l'ordre déployés pour le couvre-feu ces temps-ci à Lomé et dans la préfecture de Tchaoudjo.

«Le Ministre de la Justice a été instruit de faire diligenter les enquêtes et procédures requises afin d'élucider de manière complète et indépendante les circonstances de tous les faits invoqués et faire établir les responsabilités conformément aux lois en vigueur», a indiqué le gouvernement lundi dans un communiqué.

En effet, les autorités togolaises reconnaissent que plusieurs cas d'incidents malheureux et graves ont été enregistrés au moment du couvre-feu, décrété dans le cadre de la lutte contre le coronavirus.

Rappelons que la FOSEP est composée de 5000 éléments. Ils sont chargés de veiller à l'application des mesures de riposte du coronavirus prises par le Chef de l'Etat, notamment l'état d'urgence sanitaire et le couvre-feu de 20h à 6h.

Togobreakingnews.info

NB : Titre changé

Enquête

Immersion dans une équipe de patrouille en plein couvre-feu à Lomé

Il sonnait 20 h 10 vendredi 24 avril 2020 lorsqu'après avoir déposé un ami chez lui, je rentrais à mon domicile, quand arrivé au carrefour Total Totsi, une patrouille de gendarmerie de l'opération force Covid-19 me fit arrêter pour des contrôles dans le cadre du couvre-feu décrété dans le Grand Lomé en début du mois d'avril par le Chef de l'état.

Respectueux de l'ordre et de la loi, je rangeai ma voiture de côté et un jeune gendarme, la vingtaine environ s'approcha de moi.

Avec politesse, il me salua et débute un interrogatoire pour m'identifier, s'informer des raisons de ma présence nocturne à cette heure du soir. Après lui avoir présenté mes documents officiels, il m'expliqua les raisons de leur présence à ce carrefour et celles de mon arrestation. J'ai compris très vite que je suis tombé sous le coup de la loi, vu l'heure qui sonnait.

Le couvre-feu m'a intercepté. J'ai décidé alors de transformer mon arrestation en investigations pour vivre en direct le couvre-feu de ce vendredi soir.

Immersion au sein d'une équipe de patrouille de la gendarmerie en plein couvre-feu au quartier Totsi à Lomé.

Devant moi était positionné le dispositif de contrôle des passants mis en place par l'équipe de patrouille. Deux points de contrôle sont érigés autour du carrefour Total Totsi.

Le premier en direction de Djidjole et le second à l'intersection des voies qui mènent vers l'hôtel la concorde et le carrefour limousine. Barres de fer positionnées sur les trois voies du rond-point, à côté de chaque barrière métallique, était posté un agent qui a pour principale mission d'arrêter les véhicules et les passants et leur faire passer un interrogatoire.

D'un côté du point de contrôle, une vingtaine de noctambules sont arrêtés par les gendarmes et soumis à des contrôles et à des interrogatoires. De l'autre côté, une dizaine à peine. Des jeunes, des moins jeunes, des femmes et des hommes.

Les premiers noctambules à tomber dans la nasse du couvre-feu cette nuit sont ceux qui revenaient du travail, ou alors d'une sortie ou d'une urgence. Bref les raisons sont multiples.

A votre arrivée à leur niveau, les gendarmes vous soumettent à un bref interrogatoire pour déterminer les raisons de votre présence dehors à cette heure du couvre-feu. Tout se passe calmement avec certains.

« Je reviens de la pharmacie pour acheter des produits pour mon fils malade. Au retour, l'heure du couvre-feu a sonné. Je suis désolée de cela », explique une dame à un gendarme. Après vérification de l'ordonnance et des reçus d'achat de médicaments, il la libère. D'autres personnes arrêtées par le couvre-feu sont aussi libérées, sur justification de la raison de leur sortie nocturne et priées de rentrer chez elles directement. Certains se présentaient aux gendarmes à qui ils brandissent une carte professionnelle.

Après contrôle ils sont libérés sans ménagement. La même scène s'est produite plusieurs fois sous le regard hagard de ceux qui ont été arrêtés. A la question de savoir pourquoi certains sont autorisés à repartir après leur bref arrêt et d'autres non, l'officier gendarme qui faisait office de commandant de l'équipe de patrouille répondit: « Ce sont des officiers ou des policiers en civil. À bord de cette voiture qui vient de partir, il y avait un lieutenant-colonel et un lieutenant en civil. Ils ont décliné leur identité et ont présenté leurs cartes professionnelles. Raison pour laquelle je les ai laissés partir. C'est des réalités que les civils ne comprennent pas. Parfois il y a des militaires, gendarmes ou policiers qui sont en mission la nuit en civil ».

Coups de gueule

Avec d'autres, c'est un langage de sourd. Une véritable gymnastique pour se faire comprendre par les gendarmes. Beaucoup de noctambules arrêtés par le couvre-feu perdent vite patience et manifestent leur colère sans résignation. Cette nuit, dans l'expression de son désaccord aux gendarmes, un jeune lâche : « il faut que vous compreniez que parfois nous ne faisons pas exprès de nous faire arrêter par la patrouille lors des couvre-feux. Je ne peux pas comprendre que malgré toutes mes explications, le gendarme ne veut pas me laisser partir. J'habite juste à côté et je viens de déposer un frère qui m'a sollicité quand je rentrais ce soir. Au retour ils m'ont arrêté et malgré toutes mes explications ils sont restés indifférents. C'est quoi ça ? Ce pays nous appartient à tous ».

Ne comprenant pas pourquoi ils sont encore bloqués par la patrouille malgré la présentation de leur laissez-passer qui les autorise à rentrer ou à sortir après l'heure du début du couvre-feu, certains noctambules arrêtés s'énervent, s'emportent et tout de suite, le ton monte entre eux et les gendarmes. Comme ce juriste qui de retour de chez sa maman, est arrêté par le couvre-feu.

« Je revenais de chez ma maman quand arrivée à Limousine, une jeune femme m'a supplié de la déposer un peu vers la maison de Adebayor. A mon retour, la patrouille m'a intercepté. Malgré mes tentatives d'explications, le jeune gendarme ne veut rien comprendre. Si j'étais un voleur, un hors-la-loi ou un meurtrier, je serai passé de l'autre côté de la rue et échappé à ces contrôles cette nuit. Vu que je ne me reprochais rien, j'ai juste voulu obtempérer et voilà ces types d'embêtements qu'il me fait subir depuis tout ce temps. Je ne comprends pas pourquoi il se comporte de la sorte. Nous sommes tous des Togolais et bientôt la pandémie va finir dans ce pays et on va se regarder en face. C'est quoi à la fin. Merde », fulmine-t-il dans un excès de colère.

Oubliant qu'il a violé l'heure du couvre-feu et qu'il était tombé sous le coup de la loi. De l'autre côté de la rue, un couple a maille à partir avec un gendarme qui visiblement est irrité par l'approche menée par le couple pour lui expliquer les raisons de leur retour tardif chez eux. Les échanges ne sont pas cordiaux entre eux. Ne pouvant plus supporter l'indifférence du gendarme vers qui il s'est dirigé pour décliner son identité, le monsieur peste : « Je reviens du bureau quand mon épouse m'a appelé pour me dire qu'elle a un souci technique avec sa voiture et donc m'a expressément demandé de passer la chercher à son bureau. Le temps de faire demi-tour, il sonnait déjà 20h.

Au retour à la maison, le couvre-feu nous a interceptés. Je dispose d'un laissez-passer officiel. Par respect pour son uniforme et son grade de gendarme, je me suis approché poliment du gendarme qui nous avait arrêtés pour lui présenter mes papiers d'identité et ceux de mon épouse et le laissez-passer. Il ne veut rien savoir et m'a refoulé comme un vulgaire voleur. Je ne suis pas voleur. Je suis Directeur d'entreprises dans ce pays. Comment vous arrêtez un citoyen lors d'une patrouille qui revient de son lieu de travail et qui a souhaité se présenter à vous pour décliner son identité et vous le repoussez tel un sale mendiant lépreux ?

Non ça ne se fait pas comme cela. Arrêtez ces genres de comportements dans ce pays. Facilitez-nous la tâche pour qu'on puisse faciliter la vôtre aussi », a-t-il crié. Soutenu par son épouse, il a maugréé durant un moment avant de se calmer. Le fameux « laissez-passer » Le laissez-passer est un document délivré et signé par l'autorité pour tout demandeur qui souhaite en disposer pour se déplacer pendant le couvre-feu, sans tenir compte des restrictions de circulation des véhicules.

Il vous permet de circuler la nuit après les heures du couvre-feu. Il est établi par le ministère de la Sécurité ou votre hiérarchie directe. Pour les journalistes togolais, c'est la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) qui le délivre sur présentation d'une demande introduite par le journaliste après avoir fourni des informations vérifiées et fiables. A défaut, vous n'êtes pas éligibles.

Ce vendredi soir, de nombreux Togolais ne disposent pas de ce précieux sésame. Les rares noctambules qui les présentaient aux gendarmes n'ont pas eu gain de cause. La raison est simple : « Ce soir les ordres ont changé. Notre hiérarchie nous a dit que les laissez-passer ne sont pas valables du moins pour cette nuit », se justifie l'officier commandant de l'équipe de la patrouille positionnée au rond-point de Total Totsi. Une décision qui a surpris tous les détenteurs du laissez-passer.

« Personne ne nous a informés de ce changement de décision. Ni nos chefs au bureau ni les médias. Personne. Je dispose d'un laissez-passer valide signé par l'autorité. Hier je l'avais utilisé lors du contrôle. Ce soir les gendarmes refusent de me laisser rentrer chez moi parce que selon eux, ça ne passe plus ce soir. Je ne comprends rien de tout cela », fustige un homme, la cinquantaine arrêté par la patrouille avant d'ajouter : « Si c'est comme ça, qu'ils nous informent du changement de décision et comme ça on éviterait de se faire déranger ! ».

Il rentrait de travail quand le couvre-feu l'a arrêté. Chef service dans un ministère de la place, l'homme n'a pas digéré son arrestation et surtout le refus des gendarmes de le laisser partir malgré les papiers d'identité et le laissez-passer qu'il a présentés aux gendarmes. « Allo, allo mon Capitaine » Régulièrement un jeune officier gendarme est collé au téléphone avec un interlocuteur au bout du fil.

Le dialogue qu'il entreprend avec son interlocuteur prouve à suffisance qu'il présente la situation des contrôles et des personnes arrêtées par son équipe à son chef: « La situation est sous contrôle Capitaine.

Une trentaine de personnes arrêtées capitaine. Reçu capitaine, à vos ordres capitaine, merci capitaine », laissait-il entendre faiblement. Il reçoit en retour des instructions et se dirige après vers le troupeau de violeurs de couvre-feu. Dans un français militaire, il informe tout le monde: « Patientez, nous attendons les instructions de nos chefs », puis se retourne et donne des ordres aux plus jeunes de sa troupe qui s'exécutent sans sommation.

La même scène se répète régulièrement : Arrestation, contrôle d'identité et de laisserez-passer pour ceux qui en disposent, bref interrogatoire et la décision tombe selon vos explications. Deux décisions sont généralement prises. Ou vous êtes retenus un moment le temps de recevoir les instructions de leur hiérarchie, ou vous êtes autorisés à continuer votre route selon l'identité que vous leur présentez.

Ainsi certains noctambules ont été gardés durant quelques heures et d'autres libérés.

L'arrivée du Général et Messie

Une heure après le début du couvre-feu , une grosse berline arriva sur les lieux et se mit un peu à côté des gendarmes. Vitres teintées, moteur en marche, difficile d'apercevoir l'occupant du véhicule. Néanmoins, à voir la précipitation avec laquelle les gendarmes se sont rués sur la voiture, il n'est pas difficile de comprendre que c'est un de leur chef hiérarchique qui s'y trouvait.

L'occupant de la Range Rover baisse sa vitre et s'adresse aux gendarmes. Personne n'a entendu leur échange. Quelques minutes plus tard, la grosse berline redémarra et disparut dans l'obscurité dans un vrombissement de moteur. Et c'est le branle-bas du côté des gendarmes.

Tout le monde s'active subitement. Personne ne comprend ce qui se passe. Questionné sur la présence de cette Range Rover et sur celui qui était à l'intérieur, le gendarme commandant répond rapidement et à pas de course : « C'est le Général qui vient de partir comme ça. Il était dans la Range Rover pour sa tournée nocturne quotidienne ».

Il réunit rapidement ses éléments et leur passa un message difficilement audible par les nombreuses personnes arrêtées. Quelques minutes après le départ de la grosse berline, l'officier gendarme en charge de la zone reçoit un appel.

A la vue du numéro de l'appelant, il se mit au « garde-à-vous » et décroche l'appel. Au téléphone avec son interlocuteur qui n'est autre que son chef hiérarchique, la conversation est plus qu'ordonnée. A l'autre bout du fil, une voix ordonne : « Le Général a dit de libérer toutes les personnes arrêtées, exécution ». « Reçu Capitaine. On procède à leur libération déjà Capitaine ». Puis il raccrocha et ordonna aux autres gendarmes : « Libérez tout le monde ».

Joie, soupir, exaltation se lisaient sur les visages des gens arrêtés qui n'ont pas traîné à déguerpir des lieux. Démarrage en trombe des voitures et motos et sans rien demander ils se sont rapidement dispersés en quelques secondes chacun prenant la direction de son lieu de résidence.

Le Ministre de la Sécurité le Général Yark Damehane venait ainsi de soulager cette trentaine de noctambules arrêtés par le couvre-feu cette nuit au rond-point de Total Totsi.

David Baini DJAGBAVI, en immersion au sein d'une équipe de patrouille.

Source : afreepress.info

Economie

La BCEAO recherche un cabinet pour la conception des cours d'éducation financière (Communiqué)

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est à la recherche d'un Cabinet de consultants, qui aura pour mission de concevoir des cours et des modules de formation en éducation financière et d'animer des sessions de formation des formateurs en la matière. Les détails dans l'Avis à Manifestation d'Intérêt ci-après.

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET DE CONSULTANTS CHARGE DE LA CONCEPTION DE COURS, ET DE MODULES DE FORMATION EN EDUCATION FINANCIERE AINSI QUE DE L'ANIMATION DE SESSIONS DE FORMATION DES FORMATEURS DANS L'UEMOA

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a reçu un don de la Confédération suisse pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'inclusion financière dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Dans le cadre de l'implémentation de cette Stratégie, elle se propose de solliciter un Cabinet de consultants, qui aura pour mission de concevoir des cours et des modules de formation en éducation financière et d'animer des sessions de formation des formateurs en la matière.

1. Le Cabinet de consultants sera chargé ; (i) de concevoir les cours d'éducation financière en vue de leur intégration dans les systèmes éducatifs au niveau national, (ii) d'élaborer les modules de formation au profit des cibles du programme régional d'éducation financière en dehors du milieu scolaire et (iii) de former les formateurs chargés d'animer les sessions de formation dans les pays de l'Union.

2. La durée de la mission est de dix-huit (18) mois.

3. La BCEAO invite les Cabinets intéressés à présenter leur candidature, en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants désireux de faire acte de candidature doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et les expériences pertinentes pour l'exécution des services sollicités. Ils doivent également fournir les preuves (brochures, références, etc.) des contrats similaires qu'ils ont eu à exécuter ainsi que de leurs expériences dans le domaine. Les soumissions en consortium ou en groupement de cabinets sont autorisées.

4. Le Cabinet de consultants doit avoir la compétence requise pour effectuer les services mentionnés ci-dessus. Il doit justifier d'au moins cinq (5) années d'expérience dans l'exécution de missions similaires (2015, 2016, 2017, 2018, 2019) ainsi que d'au moins trois (3) références pertinentes en matière de prestations d'envergure internationale dans le domaine de l'éducation financière, au cours des cinq (5) dernières années. Une référence en Afrique serait un atout.

5. Les critères d'éligibilité ainsi que les procédures de sélection qui seront utilisés, seront conformes aux Règles et Procédures de la BCEAO.

6. Les Consultants intéressés par le présent avis à manifestations d'intérêt sont priés de faire parvenir, par courrier électronique, en version PDF, leurs dossiers de candidature, au plus tard le **31 mai 2020 à 17h00 GMT**, à l'adresse ci-dessous, avec en objet, la mention **« Sélection d'un Cabinet pour la conception de cours et de modules de formation en d'éducation financière ainsi que de l'animation des sessions de formation des formateurs dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) – Avis à manifestation d'intérêt N°DIF/0021J20 ».**

BCEAO-Siège
Directeur de l'Inclusion Financière
Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108
Dakar - Sénégal
Tél. : 00 221 33 839 05 00
Courriel : Cette adresse e-mail est protégée contre les robots spammeurs. Vous devez activer le JavaScript pour la visualiser.

8. Des informations complémentaires peuvent être obtenues à l'adresse électronique mentionnée ci-dessus.

Source : Togobreakingnews.info

Corée du Nord

Que se passerait-il si Kim Jong-un devait mourir?

Le dirigeant suprême de la Corée du Nord n'a pas assisté aux cérémonies officielles du 15 avril et il est toujours absent de la scène politique. Les rumeurs sur son état de santé se sont emballées. Est-il mourant ou simplement en train de se protéger du Covid-19 ? Que se passerait-il s'il devait quitter le pouvoir ?

Les autorités de Séoul restent prudentes. Selon Kim Yeon-chul, le ministre sud-coréen de l'Unification, un danger vital n'expliquerait pas l'absence de Kim Jong-un aux cérémonies traditionnelles pour l'anniversaire de son grand-père Kim Il-sung, fondateur de la République démocratique de Corée. **Kim Jong-un**, dont le train a été observé à Wonsan sur la côte est du pays, serait à l'isolement par mesure de précaution face à la pandémie de coronavirus.

Cela fait deux semaines que l'actuel leader suprême à Pyongyang n'a pas été vu en public. Une absence inédite qui a alimenté les spéculations sur son état de santé. Citant une source nord-coréenne, Daily NK, un site d'information établi à Séoul, a rapporté la semaine dernière qu'il avait été opéré du cœur le 12 avril. Le dirigeant est connu pour avoir des problèmes d'obésité et de tabagisme. Pour les médias japonais, Kim serait dans un « *état végétatif* » après « *avoir agrippé sa poitrine puis être tombé au sol* ».

Depuis, la presse officielle nord-coréenne n'a donné aucune preuve de vie du dirigeant, au-delà d'un message d'encouragement aux travailleurs nord-coréens diffusé sans photo de Kim. D'après Anna Fifeld, la spécialiste de la Corée du Nord au *Washington Post,* cela signifierait qu'il est « *toujours au pouvoir mais pas montrable devant une caméra* ».

Séoul balaie les rumeurs

« *Il est vrai qu'il n'a jamais manqué l'anniversaire de Kim Il-sung depuis qu'il est au pouvoir, mais de nombreuses célébrations et un banquet ont été annulés en raison des inquiétudes liées au coronavirus*, a déclaré Kim Yeon-chul, lors d'une audience parlementaire. *Je ne pense pas que ce soit particulièrement inhabituel*

dans la situation actuelle. » À deux reprises depuis la mi-janvier, a rappelé le ministre sud-coréen, Kim Jong-un n'est pas apparu en public pendant près de 20 jours.

Pour le gouvernement de Séoul, les informations selon lesquelles il a été opéré du cœur sont donc fausses, tout comme l'envoi d'une équipe médicale chinoise en Corée du Nord.

Côté américain, même retenue. Mardi 28 avril, Donald Trump a assuré, sans plus de

détails, avoir une « *très bonne idée* » de l'état de santé de Kim Jong-un, suggérant que sa vie n'était pas en danger.

Malgré cette prudence, nombre d'observateurs de la Corée du Nord s'accordent sur un point : cette situation n'est pas normale. D'où une série de questions légitimes sur les scénarios possibles si Kim Jong-un devait mourir.

Comment le monde apprendrait-il sa mort ?

Le régime au nord de la péninsule coréenne est l'un des plus secrets et opaques au monde. A fortiori pour tout ce qui regarde la santé de son plus haut dirigeant. Kim Jong-il, le père de Kim Jong-un, était mort depuis deux jours lorsque l'information circula hors du premier cercle du pouvoir à Pyongyang.

Si son fils décédait, le monde l'apprendrait par une annonce soudaine à la télévision d'État. C'est l'usage : si une présentatrice en robe noir apparaît brusquement à l'écran, c'est que Kim est mort. En l'occurrence Ri Chun-hee, la vétérane du journal télévisé nord-coréen qui a scandé depuis des décennies les grands moments du pays, débordante de joie pour acclamer ses succès et fondant en larmes en cas de nouvelles tragiques.

Si c'est un **tir de missile** ou un essai nucléaire réussi, elle porte un *joseon-ot* rose, l'une des robes traditionnelles en Corée du Nord, connue sous le nom de *hanbok* au sud de la péninsule. Lorsqu'elle révéla les disparitions de Kim Il-sung en 1994 et de son fils Kim Jong-il en 2011, sa robe était d'un noir funéraire.

Le successeur s'appellerait-il forcément Kim ?

Officiellement nommée République démocratique et populaire, la Corée du Nord a cependant toujours été gouvernée par l'un des membres de la même famille depuis sa fondation en 1948. La légitimté revendiquée par le Parti des Travailleurs repose sur le combat de Kim Il-sung contre l'occupant japonais puis contre la coalition de l'ONU menée par les Américains lors de la guerre de Corée (1950-53).

Le Parti maintient depuis lors son emprise sur la société nord-coréenne – « *l'unité d'esprit* » est l'un de ses plus vieux slogans. Personne ne s'attend à une insurrection contre lui si Kim venait à mourir.

Selon Andrei Lankov du Korea Risk Group, interrogé par Reuters, « *les généraux nord-coréens et les responsables politiques de haut rang ne déclencheront pas de lutte pour le pouvoir, ou bien ce serait une lutte limitée. Ils accepteraient un nouveau dirigeant issu de la famille Kim.* »

Qui sont les candidats de la famille de Kim ?

Kim Jong-un aurait trois enfants. Parmi eux, on sait seulement que le deuxième est une fille. Toujours est-il qu'ils sont trop jeunes pour remplacer leur père.

Sa sœur Kim Yo-jong compte parmi les plus proches conseillers de l'actuel dirigeant nord-coréen. En 2018, elle a été sa représentante aux Jeux olympiques d'hiver de Pyeongchang au Sud. Elle a accompagné Kim Jong-un dans ses aventures diplomatiques et a même publié des communiqués en son propre nom. Elle est une membre suppléante du Poliburo du Parti des Travailleurs et aujourd'hui la plus haute dignitaire de la famille Kim. Cependant, la société nord-coréenne reste très conservatrice et n'a jamais été dirigée par une femme.

Quant à Jong-nam, l'un des frères de Kim Jong-un, il aurait pu être son successeur naturel s'il n'avait pas été assassiné en 2017, recouvert d'un agent neurotoxique mortel à l'aéroport de Kuala Lumpur. Un meurtre qui, selon les experts, porte la signature de Pyongyang.

Kim a également un frère aîné, Jong-chol, connu pour être fan du guitariste anglais Eric Clapton. Il n'a montré aucune ambition politique.

La liste familiale proche serait incomplète sans la femme de Kim Jong-un, Ri Sol-ju. Elle bénéfice d'un statut public inédit et a même reçu le titre de Première Dame en 2018.

Parmi les autres membres du clan, seul Kim Pyong-il, le demi-frère de Kim Jong-il, est **lui aussi mentionné**. Il fut l'ambassadeur nord-coréen dans plusieurs pays d'Europe de l'Est des décennies durant. Mais il a été rappelé en 2019 de son dernier poste en République tchèque. Plus personne n'a entendu parler de lui depuis. Il pourrait être néanmoins un candidat alternatif à Kim Yo-jong, soutenu par les conservateurs nord-coréens opposés à l'accession d'une femme au pouvoir suprême.

Quid d'un successeur extérieur au clan Kim ?

Kim Jong-un n'a pas nommé publiquement de successeur, mais son numéro deux officiel s'appelle Choe Ryong-hae. Membre du presidium du Politburo du Parti, le saint des saints du pouvoir à Pyongyang, il est aussi le premier vice-président du Conseil des Affaires d'État, le gouvernement exécutif de la Corée du Nord.

Choe est extrêmement puissant et pourrait même être lié à la famille Kim par marriage. Le public ne sait pas si Kim Yo-jong a un mari, mais selon la presse sud-coréenne, ce pourrait être le fils de Choe.

Le coronavirus plus dangereux que la mort de Kim

La mort éventuelle de Kim Jong-un est-elle cependant le problème numéro un de la Corée du Nord ? Loin de là, rappelle **Peter Hayes, directeur du Nautilus Institute**, un *think tank* australien. Pour lui, le pays est « *une boîte noire de la pandémie de coronavirus, dont l'opacité menace tout le monde* ». De Pékin à Tokyo en passant par Séoul, tous redoutent une contamination via les négociants et les réfugiés qui passent la frontière.

La direction nord-coréenne saurait-elle gérer une crise sanitaire massive ? Sans parler de la famine engendrée par la mise en quarantaine des travailleurs dans une nation à l'économie des plus fragiles. Le défi serait bien plus grand pour Pyongyang que de trouver un successeur à Kim Jong-un.

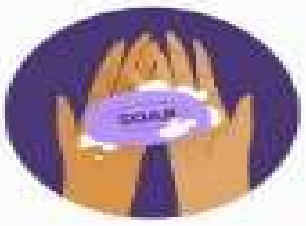
Rfi.fr

BOLLORÉ
TRANSPORT & LOGISTICS

PRÉCAUTIONS POUR ÉVITER LE CORONAVIRUS

MESSAGE DE TOGO TERMINAL
FILIALE DU GROUPE BOLLORE

TOGO TERMINAL
LOMÉ

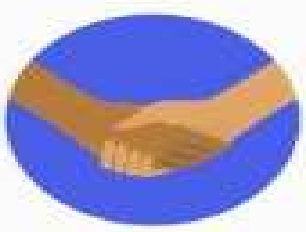


Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon ou avec une solution à base d'alcool.

Éviter de cracher et de se moucher sur le sol.

Se couvrir la bouche et le nez avec un masque médical, un mouchoir en papier ou le creux du bras lorsqu'on tousse ou éternue; puis jeter le masque ou mouchoir et se laver les mains.

Si l'on porte un masque facial, s'assurer de bien couvrir la bouche et le nez ; éviter de toucher le masque qui est en place, le jeter immédiatement après utilisation s'il est à usage unique, et se laver les mains aussitôt après.



Eviter tout contact étroit non protégé avec des personnes ayant la fièvre et la toux et consulter un médecin en cas de fièvre, toux et difficultés respiratoires.

En cas de maladie pendant le voyage, informer le conducteur ou l'équipage consulter un médecin sans tarder et partager ses antécédents de voyage.

Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux sauvages ou d'élevage et des surfaces en contact avec des animaux.

NUMÉROS VERTS

+228 22 22 20 73 / 91 67 42 42

Togocel
Togotelecom

COVID-19: TOGOCOM AVEC VOUS AU QUOTIDIEN

Chez Togocom nous sommes conscients que garder le contact avec vos proches et votre environnement professionnel en cette période inédite est fondamental pour vous.
Nos équipes sont mobilisées pour assurer cette mission vitale pour vous et le pays.
Nous mettons à votre disposition de nombreuses solutions et astuces généreuses pour vous permettre de garder sereinement vos liens avec vos proches.

DES SERVICES TOGOCOM POUR FACILITER VOTRE QUOTIDIEN

Togocom met à votre disposition l'Internet Très Haut Débit avec la Fibre Optique ou la 4G+ pour poursuivre vos activités professionnelles en télétravail partout au Togo.

- Togocom vous propose des appareils compatibles 4G+ vous permettant de connecter vos postes de travail ou d'autres terminaux en partage de connexion Wi-Fi. Par exemple,
- Notre **smartphone stylo 4G+ Hot spot Wi-Fi compatible** jusqu'à 5 appareils est disponible dans toutes les agences Togocel et Togo Telecom à **19 400 F avec 1,5Go de Data offerts**.
- Rechargez votre crédit et vos forfaits à distance en toute sécurité avec TMoney:
  - **TMoney : *145*4# pour le rechargement de crédit et de forfaits DATA**
  - **USSD : *104*2# pour le rechargement de forfaits DATA**
  - **USSD : *919# pour le rechargement de forfaits packagés**
- Des forfaits plus généreux :
  - **Data : 3Go à 4500 F valables 7 jours, Tapez *104*2*9#**
  - **Data : 1,5Go à 3000 F valables 7 jours, Tapez *104*2*8#**
  - **Appels: 65 000 F de crédit voix offert pour le forfait packagé de 7 500 F valable 30 jours, Tapez *919*9*7#**
  - **Mixte : 240 minutes d'appels tous réseaux + 50 sms + 1,5 Go à 10 000 F valables 30 jours, Tapez *919*9*4#**
- **SOS Crédit et Data** vous dépannent gratuitement à tout moment si vous êtes à court de crédit ou de forfaits data. Il suffit de taper le ***445#**
- Transfert de crédit à vos proches : **tapez *216*votre numéro*montant à transférer *1234#**

TMoney POUR VOS TRANSACTIONS PLUS SIMPLES, PLUS RAPIDES ET PLUS SÉCURISÉES

- **Le transfert d'argent de compte à compte** est gratuit dans les agences Togocel, Togo Telecom, dans les agences de banques partenaires ou chez les points de vente TMoney **(*145*1*1#)**
- **Le transfert d'argent vers cash (un numéro non Togocel)** est disponible.
- **Le dépôt d'argent sur votre compte** est gratuit **(*145*2#)**
- **L'achat de crédit de communication** sur votre compte ou pour le compte d'un tiers est gratuit **(*145*4*1#)**
- **L'achat de forfaits Internet mobile** sur votre compte ou pour le compte d'un tiers est gratuit **(*145*4*2#)**
- **L'achat de forfaits Internet fixe** (ADSL, FTTH, AirFiber) est gratuit **(*145*6*3#)**
- **Le paiement de vos factures** TOGOCEL, TOGO TELECOM, CEET, TDE, OTR, CNSS, CANAL+, Assurances (BLI Vie, GTA-C2A Vie) est gratuit **(*145*6#)**
- **Le paiement de vos courses** aux supermarchés, pharmacies ou stations services peut se régler aussi avec TMoney. **(*145*5#)**

Eviter la manipulation de cash est recommandé.

LISTE DES MARCHANDS TMoney

ACTIVITÉ	NOM	LIEU
Supermarché	Dauphine Totsi	Totsi
	Dauphine Djagblékopé	Djagblékopé
	Dauphine Hedzranawoé	Hédzranawoé
	CM Agoé Télessou	Agoé Télessou
	Dauphine Adidogomé	Adidogomé
	Fastar Togo 2000	Togo 2000
	CM Akodésséwa	Akodésséwa
Boutique / Café	Totsi Rond Point Port	Rond Point Port
	Total Totsi	Totsi
	Totsi Agoé Minamadou	Agoé Minamadou
	T-Oil Nyékonakpoé	Nyékonakpoé
	Somayaf Agbalépédo	Agbalépédo
	Somayaf Nukafu	Nukafu
Pharmacie	Isis	Nukafu
	Les Roses	Entreprise de l'Union
	Agoé-Nyivé	Agoé Nyivé
	Hosanna	Adidogomé
	Pharmacie 2000	Bè-Kpota
	Pharmacie des étoiles	Wetrivikondji
	Pharmacie Univers Santé	Cité OUA

VOTRE SECURITE ET CELLE DE NOS COLLABORATEURS EST LA PRIORITE N°1

Toutes les mesures de prévention contre le coronavirus recommandées par les autorités togolaise de santé et l'OMS ont été adoptées dans chacune de nos agences (thermomètres frontaux infra-rouges, gels antibactériens, distanciation, et masques).

SOYONS TOUS SOLIDAIRES CONTRE LE COVID-19

Togocom soutien toutes les mesures prise par l'Etat Togolais pour lutter contre la pandémie. Nous serons aux côtés de nos clients pour faciliter leur quotidien.

Appliquons toutes et tous les consignes de protection. Faisons preuve de civisme et de patriotisme.

Tous solidaires face au CoronaVirus !

L'équipe Togocom

Togocel | Tgtmng | @togocel_tg | @togotelecom1 | togocel.tg | togotelecom.tg

Groupe Forum Presse (GFP)

Directeur Général chargé de la Publication
Jean-Baptiste K. D. DZILAN
(*alias* Dimas DZIKODO)
B.P. 81 129 Lomé-TOGO
Siège : Ancien Immeuble Air Burkina Tokoin Wuiti
Tél **22 61 14 72 / 93 53 54 55** Fax 22-22-09-51
E-mail : forumquotidien@gmail.com
Récépissé n°200/15/05/03/HAAC

Directeur de Rédaction

Comité de Rédaction
Ayi ATAYI
Kiwi AMEGAH-WOVOE
Michel AKOETE
Infographie
ALLYN EKOUE MOBALI
Directeur Commercial : Norbert APETOH

Technicien Informatique: Mobali E. ALLYN
Imprimerie SDR (22 22 06 49)
Tirage : 5000 exemplaires